

Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordinatrice Résidente (CR) et Coordinatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

Temur SHAROPOV, Chargé de Communication et Liaison (section S&R) - sharopov@un.org

- CRZPC : séance de réflexion sur la prochaine étape 2018 pour l'approche Nexus
- Gao : l'atelier de renforcement des capacités sur la lutte contre le trafic illicite du patrimoine culturel du Mali (Culture)
- Tombouctou: construction et équipement du local de la Compagnie de la Garde Nationale de Gossi (QIP)
- Gao: création d'une agence de communication événementielle en faveur de la jeunesse (QIP)
- Tombouctou: la remise de deux nouveaux projets pour l'amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale (TF)
- Nouvelles contributions au Fonds Fiduciaire
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

Chiffres clés

Projets à impact rapide (QIPs) : 239 projets finalisés et 111 en cours sur un budget de **15,9 millions de dollars américains** (350 projets au total depuis 2013)

Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 11 projets démarrés en 2015 sur 18 mois et pour un budget de **16,9 dollars américains** (3 projets prolongés)

Fonds Fiduciaire (TF) : 64 projets finalisés et 63 projets en cours sur 126 projets approuvés pour un coût de **48.596.537 dollars américains** sur un budget de **61,8 millions de dollars américains** (contributeurs : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UNDOCO)

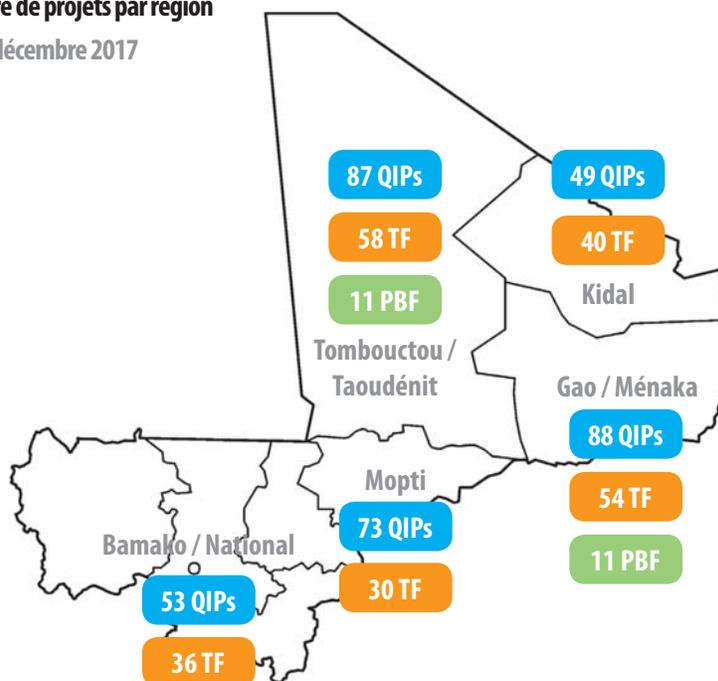


*Merci à tous les partenaires
Partenaires d'exécution, Institutions nationales, Société civile,
Bailleurs internationaux, Composantes MINUSMA sponsors.
Tous unis pour un Mali un et indivisible !*

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 30 décembre 2017



Secteurs

QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

TF Fonds Fiduciaire

Pourparlers de paix / Elections / Sensibilisation / Genre / DDR / MOC / Cantonnement / Etat de droit et justice / Retour de l'autorité de l'Etat / RSS / Sécurité / Electricité / Eau et Assainissement / Cohésion sociale

PBF Fonds pour la Consolidation de la Paix

Education / Appui socio-économique / Réintégration des Déplacés / Justice / Cantonnement

Coordination des bailleurs et partenariats

1. Le 6 décembre, la Section S&R a assisté à la **réunion de préparation du prochain GEC** (Groupe Exécutif de Coopération) qui a eu lieu le 13 décembre. Les membres de la Troïka ont discuté des résultats de la dernière session de la troïka PM qui s'est tenue le 23 novembre et qui portait principalement sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.
2. Le 7 décembre, la Section S&R a participé à une **réunion ad hoc de réflexion sur Nexus** avec RCO et le PAM. Au cours de la réunion, plusieurs points ont été discutés afin d'organiser une prochaine réunion avec la CR/CH (Participants: PNUD, PAM, OCHA, S & R de la MINUSMA, RCO). En outre, les participants ont discuté de la préparation du rapport de l'atelier à Entebbe et d'une présentation sur le renforcement du lien entre humanitaire et développement par le conseiller Nexus du PAM lors de la prochaine réunion du CRZPC sur le Nexus prévue le 14 décembre.
3. Le 13 décembre, la section S&R a assisté à la **réunion mensuelle du GEC** (Groupe Exécutif de Coopération). Les PTFs (Partenaires Techniques et Financiers) ont discuté des résultats de la dernière session de la troïka PM qui s'est tenue le 3 novembre et qui portait principalement sur les mesures de la gouvernance et de lutte contre la corruption. Les membres du GEC ont également abordé le programme de PTF pour l'année prochaine dans le cadre du SCAP 2018 (Stratégie Commune d'Appui Pays).
4. Le 14 décembre, la coprésidence de la CRZPC représentées par la France et la MINUSMA S&R a organisé la **session mensuelle de la CRZPC** (Commission de réhabilitation des zones post-conflit). Parmi les nombreux sujets abordés lors de la réunion : la présentation de la situation liée au début de la nouvelle année scolaire par UNICEF; Egalement la PAM (Programme Alimentaire Mondial) a expliqué les difficultés dans le secteur de la sécurité alimentaire suite à la campagne agricole moyenne 2017-18.
5. Le 14 décembre, la coprésidence de la CRZPC (Commission de réhabilitation des zones post-conflit) représentée par la France et la MINUSMA S&R a organisé une **séance de réflexion sur la prochaine étape 2018 pour l'approche Nexus** développée par les membres de la CRZPC. Les participants, principalement des clusters et des membres des Groupes Thématiques (GT) des secteurs connexes ont mentionné la nécessité de s'engager dans une définition de programmation humanitaire et de développement plus concertée pour 2018.
6. Le 18 décembre, une **réunion technique de la CRZPC** (Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflit) a eu lieu au Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire (MSHA). Ce fut l'occasion de discuter de l'état d'exécution du PUR (Plan d'Urgence de Réhabilitation) au 30 novembre 2017, ainsi que de revoir le statut des services sociaux de base dans les zones post-conflit. De plus le Coordonnateur de la Cellule technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) a présenté la Stratégie Spécifique pour le Développement des Régions du Nord.

Culture

1. Du 13 au 14 décembre, le Bureau S&R de Gao a participé à l'atelier de **renforcement des capacités sur la lutte contre le trafic illégitime du patrimoine culturel du Mali**, tenu à la Maison des Jeunes de Gao, sous la présidence du Chef de Cabinet du Gouvernorat de la Région. L'atelier regroupant un grand nombre de participants (autorités locales, représentants d'organisations internationales) a donné un état des lieux de la situation en ce qui concerne le trafic illégitime de biens culturels dans les régions du nord et au Mali en général, ainsi qu'un aperçu des mécanismes de lutte et de campagnes de sensibilisation possibles.
2. Le 16 et 17 décembre, la Section S&R à travers son Unité Culture et PBF a contribué à **l'organisation de la première exposition des produits artisanaux des femmes de Gao**. Ce projet d'appui aux femmes de Gao parrainé par l'Ambassade de la Norvège au Mali a fait suite à la visite de la ville par divers Ambassadeurs, entre autres celui de la Norvège, et des représentants de la MINUSMA au mois d'octobre 2017. La MINUSMA a apporté un soutien logistique pour faciliter le transport des produits destinés à cette exposition-vente qui a eu lieu à l'Hôtel La Casa Blanca à Bamako.



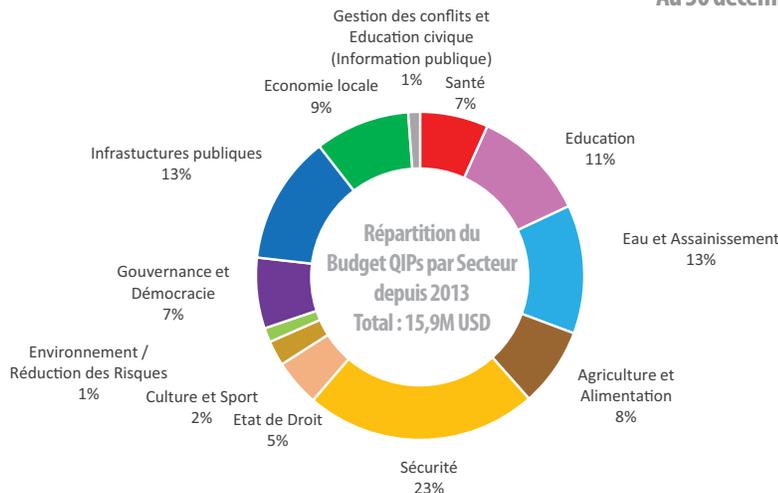
Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars américains et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la

formation et la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

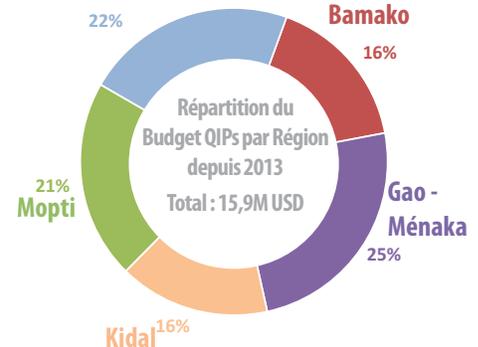
Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Pour plus d'information: <http://bit.ly/2yqonzB>

Au 30 décembre 2017



Tombouctou - Taoudénit



Faits marquants du mois

1. Le 6 décembre, un projet à impact rapide (QIP) a été remis dans la commune rurale d'Anchawadj (à 45 km au nord-est de la ville de Gao) à l'occasion d'une cérémonie officielle en présence des autorités régionales/locales, des partenaires et bénéficiaires du projet ainsi que des composante de la MINUSMA. Le projet consiste en **l'installation d'un périmètre maraîcher de 2 Ha pour la jeunesse de Djebock**. Ce projet à impact rapide a permis la réalisation du château d'eau de distribution ainsi que les bassins intérieur du périmètre et le système d'irrigation. Prévu pour durer six mois, le projet est financé pour un montant de 49.516 dollars américains. Mis en œuvre par l'Association «Algafet», ce projet vise à créer des opportunités d'emplois pour les jeunes qui sont susceptibles d'être enrôlés dans des groupes armés. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2n2Rum3>

4. Le 26 décembre, la MINUSMA a inauguré le projet à impact rapide intitulé «**Réhabilitation des locaux de l'Institut des Jeunes Aveugles de Gao**». Ce projet d'un montant de 48.282 dollars américains est parrainé par la Division des Droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA et mis en œuvre avec l'Institut des Jeunes Aveugles de Gao (IJA). L'établissement accueille une cinquantaine d'apprenants dont la plupart viennent des cercles de Gao et des autres régions du nord. Grâce à la réhabilitation de l'école, les élèves aveugles et malvoyants pourront bénéficier des conditions d'apprentissage tout en offrant un environnement plus adapté à leur besoins. Le représentant du chef du Bureau de la MINUSMA à Gao a souligné que «*la MINUSMA veille à ce que l'éducation soit totalement intégrée pour éviter toutes formes de discrimination des personnes handicapées, qui ont le droit de*

2. Le 18 décembre, un projet à impact rapide (QIP) a remis la **construction et l'équipement des bâtiments de la Compagnie de la Garde Nationale de Gossi** (région de Tombouctou) lors d'une cérémonie officielle à laquelle ont assisté les autorités régionales et locales, les chefs des forces de sécurité maliennes et des composantes de la MINUSMA. Ce projet à impact rapide est parrainé par UNPOL pour un montant total de plus de 40.517 dollars américains. Les travaux d'une durée de 3 mois ont principalement concerné la construction d'un local de quatre pièces, d'un magasin d'armement, de sanitaires, ainsi que de la fourniture de matériels bureautiques. Le Sous-Préfet de Gossi a remercié la MINUSMA pour son engagement constant à renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité maliennes. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2EzZhN5>

► *recevoir une éducation comme tout citoyen de ce pays*». Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2n4Pzq7>

3. Le 23 décembre, à l'occasion de cérémonie officielle en présence de plusieurs autorités régionales et locales, les représentants du gouverneur et du maire de la commune de Gao, des bénéficiaires et des composantes la MINUSMA ; la Mission a inauguré un projet à impact rapide (QIP) qui consiste en la **création d'une agence de communication événementielle en faveur de la jeunesse de la région de Gao**. Financé à hauteur de 48.707 dollars américains par la MINUSMA, le projet a été réalisé à travers l'Association pour la culture, la nature et l'Education (ACNE) et vise l'autonomisation et la création d'emploi pour les jeunes Gaoviens. Lors de remise du matériel de communication événementielle à l'ACNE dans le nouveau siège, le président de l'Association a exprimé les sentiments de satisfaction et gratitude aux soutiens de la MINUSMA qui apporte un impact positif sur la jeunesse de la commune de Gao. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2DvWsOM>



Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Suède, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 61,8 millions de dollars américains, dont 78% sont alloués aux projets existants.

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)

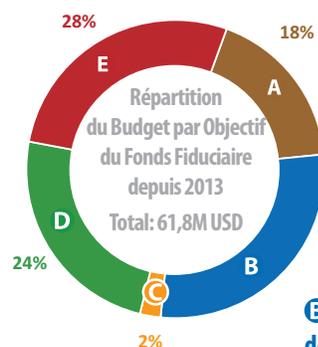
C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)

Nouvelles contributions

1. Les Pays-Bas renforcent leur participation au Fonds Fiduciaire en Soutien à la Paix et à la Sécurité au Mali, avec une contribution d'environ 1.17 millions de dollars américains. Cet appui s'est concrétisé au cours d'une cérémonie tenue ce 13 décembre au Quartier Général de la MINUSMA. Dans le cadre de l'appui du Gouvernement des Pays-Bas à la Paix et à la Sécurité au Mali, la nouvelle contribution néerlandaise sera dédiée à la Commission Internationale d'Enquête, un mécanisme clé prévu par l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Il importe de rappeler que les Pays-Bas sont déjà engagés aux côtés de la MINUSMA par sa contribution à la Force militaire et à la Police des Nations Unies. Ainsi cette contribution est destinée à protéger les populations maliennes et soutenir la stabilité et la sécurité du Mali. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2F4EN0v>

2. La Norvège renforce sa participation au Fonds Fiduciaire en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali avec une contribution d'environ 960 000 dollars américains. Cet appui s'est concrétisé au cours d'une cérémonie tenue le 14 décembre au Quartier Général de la MINUSMA. Dans le cadre de l'appui du gouvernement norvégien à la Paix et à la Sécurité au Mali, cette nouvelle contribution viendra soutenir la mise en œuvre de l'Accord de paix (avec une attention particulière pour l'inclusion des femmes), la restauration de l'autorité de l'Etat et la réalisation tangibles des dividendes de la paix pour les populations du nord et du centre du Mali. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2DqcgCq>

E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali

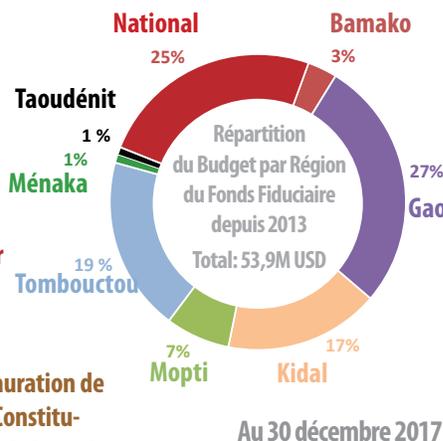


A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

Faits marquants du mois

1. Le 12 décembre, le Bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou, à travers sa Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires (SAJP) et la Police des Nations Unies (UNPOL), a procédé à la remise de deux projets pour l'amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale de la région de Tombouctou à l'occasion d'une cérémonie officielle en présence des autorités judiciaires et pénitentiaires, des représentants de l'Ambassade des Pays-Bas et des composantes de la MINUSMA. Financés pour plus de 397.551 dollars américains par le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la paix et à la sécurité au Mali, ces projets concernent la sauvegarde et la restauration des archives du Tribunal de Grande Instance de Tombouctou et le renforcement des capacités opérationnelles des composantes de la chaîne pénale. « Ces projets aideront à l'amélioration de la chaîne pénale de la région, au renforcement de l'Etat de droit, au retour des autorités étatiques en application à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, pour le règlement durable du conflit » a déclaré Baye Konaté, le Directeur de Cabinet du Gouverneur de Tombouctou. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2DApobv>



Au 30 décembre 2017

Projets récemment approuvés

1. Le Comité de Revue des Projets du Fonds Fiduciaire a approuvé de nouveaux projets suivant le calendrier et activités ci-dessous :
Le 28 décembre: Opérationnalisation du Bureau de l'Observateur Indépendant (parrainé par la Section Médiation pour 1.172.928 dollars américains et financé par plusieurs contributions comme suit : (i) la contribution spéciale de l'Allemagne pour 2017 pour l'Observateur Indépendant, (ii) du Canada et (iii) la contribution affectée à l'observateur indépendant du Luxembourg)
Le 06 décembre, deux nouveaux projets : (i) le renforcement de la chaîne pénale à Tombouctou, phase III; (pour 209.689 USD à financer par la contribution réservée 2015 des Pays-Bas au Fonds fiduciaire et sponsorisé par la Section Justice & Corrections conjointement avec le Tribunal de Grande Instance de Tombouctou) et (ii) Projet d'intensification des patrouilles de sécurisation par la fourniture en carburant au profit des Forces de Sécurité la région de Mopti, phase II (pour un montant de 47 326 dollars américains à financer au titre de la contribution spéciale de l'Italie au Fonds Fiduciaire pour 2017 et parrainée par UNPOL). Tous les projets mentionnés ci-dessus soutiendront directement la mise en œuvre de l'Accord de paix, le retour de l'autorité de l'Etat, la sécurité et la réduction des tensions communautaires.



Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour *Peacebuilding Fund*) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente pour la première phase un budget cumulatif d'environ 16,9 millions dollars américains dont 12,1 sont alloués à 11 projets menés par des agences onusiennes et la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement malien, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies. Les 0,3 millions dollars américains restants sont alloués à la Cellule d'Appui du Comité de Pilotage. Les 5 projets sont réalisés entre janvier 2015 et juin 2016 et 3 d'entre eux (*) ont bénéficié d'une extension de janvier à mars 2017.

Au 28 février 2017



1 **Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (*) - UNICEF**

L'agence et ses partenaires mettent en oeuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.



2 **Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (*)**

PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.



3 **Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement**

UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.



4 **Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR**

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.



5 **Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (*)**

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.